

Art. 2. Le service social a pour mission d'intervenir en matière d'assistance individuelle et collective en faveur des membres du personnel de l'Institut d'expertise vétérinaire nécessitant une aide dans leur vie privée ou professionnelle.

Art. 3. Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre », détermine les bénéficiaires, auxquels l'aide individuelle ou collective est destinée.

Art. 4. Pour les activités énumérées à l'article 2, le service social peut solliciter la collaboration d'autres services sociaux des départements ministériels ou d'institutions publiques, ou de membres du personnel de l'Institut, ainsi que des assistants sociaux désignés à cet effet par le Ministre.

Art. 5. Il est créé un comité de gestion composé du nombre suivant de délégués :

a) un membre effectif et un membre suppléant par organisation syndicale siégeant dans le Comité du Secteur XII — Affaires sociales, choisis parmi les membres statutaires en service actif du personnel de l'Institut;

b) un nombre égal de délégués effectifs et de suppléants, représentant l'Institut et choisis parmi les membres statutaires en service actif du personnel de l'Institut.

Le Ministre désigne les délégués de l'Institut, ainsi que les délégués proposés par les syndicats.

Il règle l'organisation et le fonctionnement.

Art. 6. Les activités du service social sont financées dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de l'Institut.

Art. 7. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 septembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE GALAN

Art. 2. De sociale dienst heeft als taak individuele en collectieve hulpverlening te verschaffen ten behoeve van de personeelsleden van het Instituut voor veterinaire keuring die zij in hun privé- of beroepsleven nodig hebben.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, hierna « de Minister » genoemd, bepaalt de begunstigen voor wie de individuele of collectieve hulpverlening bestemd is.

Art. 4. Voor de in artikel 2 opgesomde activiteiten kan de sociale dienst een beroep doen op de medewerking van andere sociale diensten van ministeriële departementen of van openbare instellingen, op personeelsleden van het Instituut evenals op maatschappelijke assistenten daartoe door de Minister aangewezen.

Art. 5. Er wordt een beheerscomité opgericht, dat wordt samengesteld uit het volgende aantal afgevaardigden :

a) een werkend en een plaatsvervangend personeelslid per vakvereniging die deel uitmaakt van het Sectorcomité XII — Sociale Zaken, gekozen onder de in actieve dienst zijnde statutaire personeelsleden van het Instituut;

b) een gelijk aantal werkende en plaatsvervangende afgevaardigden ter vertegenwoordiging van het Instituut, gekozen onder de in actieve dienst zijnde statutaire personeelsleden van het Instituut.

De Minister wijst de afgevaardigden van het Instituut aan, evenals de afgevaardigden die door de vakverenigingen werden voorgedragen.

Hij regelt de organisatie en de werking.

Art. 6. De activiteiten van de sociale dienst worden gefinancierd binnen de perken van de kredieten, welke te dien einde worden ingeschreven op de begroting van het Instituut.

Art. 7. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 september 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

F. 93 — 2297 (93 — 1590)

28 AVRIL 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1987 relatif aux café, extraits de café et succédanés de café. Erratum

Moniteur belge n° 130 du 1^{er} juillet 1993 :

page 15774, dans le texte français, article 3, 3^o, il y a lieu de lire « torréfié au sucre et » au lieu de « le café décaféiné torréfié au sucre et ».

N. 93 — 2297 (93 — 1590)

28 APRIL 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 1987 betreffende koffie, koffie-extracten en koffiesurrogaten. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 130 van 1 juli 1993 :

bladzijde 15774, in de Franse tekst, artikel 3, 3^o, moet worden gelezen « torréfié au sucre et » in plaats van « le café décaféiné torréfié au sucre et ».

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 93 — 2298

6 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté royal
relatif au Collège des Secrétaires généraux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Considérant qu'il est particulièrement opportun pour le Gouvernement, et en particulier pour le Ministre de la Fonction publique, de prévoir une concertation régulière avec un Collège des Secrétaires généraux, dont la mission spécifique est de fournir toutes informa-

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN

N. 93 — 2298

6 SEPTEMBER 1993. — Koninklijk besluit
betreffende het College van Secretarissen-generaal

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Overwegende dat het ten zeerste nuttig is voor de Regering, en inzonderheid voor de Minister van Ambtenarenzaken, om geregeld overleg te plegen met een College van Secretarissen-generaal, dat het best geplaatst is om alle informatie te geven en voorstellen te

tions et de formuler toutes propositions relatives à la politique du personnel et au fonctionnement de l'administration générale de l'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est institué auprès du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions un Collège des Secrétaires généraux, dénommé ci-après « le Collège ».

Art. 2. Le Collège se compose des Secrétaires généraux des Ministères, du Secrétaire permanent au recrutement, du Secrétaire général des Services de Programmation de la Politique scientifique et du directeur général de l'Administration générale civile du Ministère de la Défense nationale. A défaut d'un titulaire, le secrétaire général faisant fonction siège à sa place.

Le Secrétaire du Conseil des Ministres assiste de droit, avec voix consultative, aux réunions du Collège.

Assistent également sur invitation avec voix consultative aux réunions du Collège, l'Administrateur général du Service d'Administration générale, le directeur général de la Direction générale de la Sélection et la Formation, le directeur général de l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses ainsi que deux fonctionnaires dirigeants d'organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis au statut des agents de l'Etat; ces deux derniers sont désignés par le président.

D'initiative ou à la demande d'un membre du Collège, le président peut inviter des personnes qui ont une compétence particulière en matière d'administration à participer aux réunions. Elles ont voix consultative.

Art. 3. Le Collège désigne en son sein un président et un vice-président appartenant à l'autre rôle linguistique et qui remplace le président en cas d'absence.

Il désigne en même temps le membre qui assure le secrétariat. La durée du mandat est de trois ans. Celui-ci prend en tout état de cause fin avec la mise à la retraite de l'intéressé.

Hors les cas d'urgence motivés au procès-verbal de la réunion, le Collège ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente.

Art. 4. Le Collège établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 5. § 1^{er}. Le Collège a pour mission de donner un avis au Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions sur toute question relative à la politique du personnel et au fonctionnement des services publics.

Il peut également adresser d'initiative au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions toute suggestion ou recommandation qu'il juge utile de faire en cette matière.

§ 2. Le Gouvernement se consulte régulièrement avec le Collège en matière de politique du personnel et du fonctionnement des services publics.

Le Premier Ministre, le Ministre de la Fonction publique et le Ministre du Budget, prennent au nom du gouvernement part à cette concertation.

§ 3. Chaque ministre peut consulter le Collège sur toute question relative à la politique du personnel et au fonctionnement de son ministère.

§ 4. Le Collège assure la coopération interdépartementale et émet en outre un avis sur toute matière qui concerne plusieurs départements.

Lorsqu'une mesure de politique du personnel ou de fonctionnement des services intéresse plusieurs services publics, le Collège en assure la coordination.

Art. 6. Le Collège émet son avis dans le délai imparti par le ministre qui l'a saisi.

Lorsque l'avis est donné sur base de l'article 5, § 3, une copie en est adressée par le président au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 7. § 1^{er}. Le président réunit le Collège chaque fois que de besoin et au moins une fois par trimestre.

Un membre du Collège peut en demander la réunion au président.

formuleren betreffende het personeelsbeleid en de werking van het algemeen bestuur van de Staat te verstrekken;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, wordt een Collège van Secretarissen-generaal opgericht, hierna genoemd « het Collège ».

Art. 2. Het Collège is samengesteld uit de Secretarissen-generaal van de Ministeries, de Vaste Wervingssecretaris, de Secretaris-generaal van de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid en de directeur-generaal van het Burgerlijk Algemeen Bestuur van het Ministerie van Landsverdediging. Bij ontstentenis van een titularis treedt de dienstdoende secretaris-generaal op in zijn plaats.

De Secretaris van de Ministerraad woont van rechtswege, met raadgevende stem, de vergaderingen van het Collège bij.

Ook de Administrateur-generaal van de Dienst Algemeen Bestuur, de Directeur-generaal van de Algemene Diensten voor Selectie en Vorming, de Directeur-generaal van de Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven evenals twee leidende ambtenaren van instellingen van openbaar nut waarvan het personeel onderworpen is aan het statuut van het rijkspersoneel wonen, op uitnodiging, met raadgevende stem, de vergaderingen van het Collège bij. Deze laatste ambtenaren worden aangeduid door de voorzitter.

Op eigen initiatief of op verzoek van een lid van het Collège kan de voorzitter personen die een bijzondere administratieve bevoegdheid bezitten, uitnodigen om aan de vergaderingen deel te nemen. Zij hebben een raadgevende stem.

Art. 3. Het Collège duidt onder zijn leden een voorzitter en een vice-voorzitter van de andere taalrol aan, die de voorzitter in geval van afwezigheid vervangt.

Het duidt tevens het lid aan dat het secretariaat waarneemt. De duur van het mandaat is drie jaar. Het neemt in ieder geval een einde bij de opruiming van betrokkene.

Behoudens dringende in het proces-verbaal van de vergadering gemotiveerde redenen, kan het Collège slechts geldig beraadslagen wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Art. 4. Het Collège stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 5. § 1. Het Collège heeft als opdracht advies te geven aan de Minister, die de Ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheden heeft over elke aangelegenheid die het personeelsbeleid en de werking van de overheidsdiensten aanbelangt.

Het kan eveneens op eigen initiatief aan de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, elke suggestie of aanbeveling doen die het in deze gelegenheid nuttig acht.

§ 2. De Regering pleegt geregeld overleg met het Collège over het personeelsbeleid en de werking van de overheidsbesturen.

De Eerste Minister, de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting, nemen namens de regering deel aan dit overleg.

§ 3. Elke minister kan het Collège raadplegen aangaande alle vragen met betrekking tot het personeelsbeleid en de werking van zijn ministerie.

§ 4. Het Collège verzekert de interdepartementale samenwerking en brengt bovendien advies uit over elke aangelegenheid waarbij verschillende departementen betrokken zijn.

Wanneer een maatregel inzake het personeelsbeleid of de werking van diensten meerdere overheidsdiensten aanbelangt, verzekert het Collège de coördinatie ervan.

Art. 6. Het Collège brengt advies uit binnen de termijn gesteld door de minister die erom verzoekt.

Wanneer het advies gegeven wordt op grond van artikel 5, § 3, bezorgt de voorzitter een afschrift van het advies aan de Minister die de Ambtenarenzaken tot zijn bevoegdheid heeft.

Art. 7. § 1. De voorzitter roept het Collège bijeen telkens als het nodig is en ten minste eenmaal per trimester.

Een lid van het Collège kan de voorzitter om bijeenroeping ervan verzoeken.

§ 2. Le président arrête l'ordre du jour et fixe la date de la réunion.

Excepté les cas d'urgence motivés dans le procès-verbal, l'ordre du jour est adressé aux membres au moins cinq jours avant la date de la réunion.

Le président adresse aux membres le procès-verbal de chaque réunion dans le mois qui suit celle-ci.

Art. 8. L'arrêté royal du 4 janvier 1989 instituant un Collège des Secrétaires généraux, modifié par les arrêtés royaux des 26 février 1990 et 27 octobre 1992, est abrogé.

Art. 9. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 septembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
L. TOBBACK

§ 2. De voorzitter stelt de agenda en de datum van de vergadering vast.

Behoudens dringende redenen gemotiveerd in het proces-verbaal wordt de agenda ten minste vijf dagen vooraf aan de leden toegestuurd.

De voorzitter bezorgt alle leden het proces-verbaal van elke vergadering binnen de maand daaropvolgend.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 4 januari 1989 tot instelling van een College van Secretarissen-generaal, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 februari 1990 en 27 oktober 1992, wordt opgeheven.

Art. 9. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 september 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

F. 93 — 2299

6 SEPTEMBRE 1993

Arrêté royal relatif aux attributions
des fonctionnaires généraux des ministères

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Considérant qu'il s'indique pour la bonne organisation des services de déterminer de manière plus précise les attributions et les responsabilités des fonctionnaires généraux;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le secrétaire général assume sous l'autorité du ministre la gestion du département. Il assure la coordination de l'ensemble des services et des activités de tout le ministère.

L'arbitrage des moyens mis à la disposition du département lui incombe. Il dirige les services administratifs généraux.

Il a autorité sur tout le personnel et veille à la discipline, à l'ordre intérieur et à l'organisation de tous les services.

Il dirige et coordonne l'élaboration du budget et en surveille l'exécution.

Il veille à l'exécution des décisions gouvernementales. Les notes adressées au Conseil des Ministres et les délibérations du Conseil des Ministres lui sont en conséquence communiquées.

Il transmet aux services compétents les dossiers et instructions du ministre en les accompagnant des informations nécessaires.

Il soumet au ministre les dossiers traités par les services et y joint ses observations s'il y a lieu.

Il formule en outre d'initiative toute proposition utile relative au fonctionnement du département.

Dans le ministère où la fonction de secrétaire général n'existe pas, ses attributions sont exercées par le fonctionnaire général le plus élevé en grade.

Art. 2. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences du secrétaire général et à défaut de dispositions particulières fixées sur proposition du ministre compétent, les chefs d'administration :

- traitent directement avec le Ministre les matières spécifiques à leur administration;
- sont responsables de la direction, de l'organisation et de la coordination de l'ensemble des services qui leur sont confiés;
- exercent l'autorité sur le personnel de ces services et assurent l'ordre et la discipline;

N. 93 — 2299

6 SEPTEMBER 1993

Koninklijk besluit betreffende de bevoegdheden
van de ambtenaren-generaal van de ministeries

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Overwegende dat het voor de goede organisatie van de diensten aangewezen is de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van de ambtenaren-generaal nader te bepalen;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De secretaris-generaal beheert, onder het gezag van de Minister, het ministerie. Hij coördineert het geheel van de diensten en de activiteiten van het ganse ministerie.

Hij beslist over de verdeling van de middelen die ter beschikking van het ministerie worden gesteld. Hij heeft de leiding van de algemene administratieve diensten.

Hij oefent het gezag uit over al het personeel, is belast met de handhaving van de tucht, de inwendige orde en de organisatie van alle diensten.

Hij leidt en coördineert de opstelling van de begroting en waakt over de uitvoering.

Hij ziet toe op de uitvoering van de regeringsbeslissingen. De nota's aan de Ministerraad en de beraadslagingen van de Ministerraad worden hem bijgevoegd overgemaakt.

Hij zendt aan de bevoegde diensten de dossiers en de onderrichtingen van de minister met de nodige inlichtingen.

Hij legt aan de minister de door de diensten behandelde dossiers voor en voegt er zo nodig zijn opmerkingen aan toe.

Hij doet daarenboven uit eigen initiatief elk nuttig voorstel betreffende de werking van het ministerie.

In het ministerie waar de functie van secretaris-generaal niet bestaat, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de ambtenaar-generaal met de hoogste graad.

Art. 2. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de secretaris-generaal en bij ontstentenis van op verzoek van de bevoegde minister vastgestelde bijzondere bepalingen :

- behandelen de hoofden van bestuur rechtstreeks met de Minister de aangelegenheden eigen aan hun bestuur;
- zijn zij verantwoordelijk voor de leiding, de organisatie en de coördinatie van het geheel van de hun toevertrouwde diensten;
- oefenen zij het gezag uit over het personeel van die diensten en zorgen zij voor orde en tucht;